

Suisse : l'audiovisuel public plébiscité

La Scam se réjouit du « non » à la suppression de l'audiovisuel public qui l'a clairement emporté dans les urnes suisses dimanche avec 71.6% des suffrages. Au-delà du record de taux de participation, c'est surtout un résultat sans ambiguïté en faveur d'un service public de l'audiovisuel fort qui s'est exprimé.

La campagne provoquée par les tenants du « No Billag » a au moins eu un mérite, celui de lancer un grand débat national sur le rôle et le coût d'un service audiovisuel public et de briser le tabou de la redevance.

Ce résultat sans appel démontre l'importance de défendre sans relâche le service public de l'audiovisuel en Europe comme en France. La Scam n'a de cesse de demander la revalorisation substantielle de la contribution à l'audiovisuel public seule à même d'en assurer la stabilité, la pérennité et l'indépendance.

Il faut parvenir à un financement aussi ambitieux que nos voisins européens. La redevance française demeure une des plus faibles d'Europe : 171€ au Royaume Uni (au 1er avril 2018), 210€ en Allemagne (17.50€ par mois) contre 139€ en France, ce qui reste largement inférieur à la Suisse dont la redevance actuelle s'élève à 390.40€ contre 316€ dès l'an prochain.

C'est aussi l'expression d'une fracture générationnelle qui est ressortie des urnes : Il est nécessaire, comme le souhaite a priori le gouvernement français, de redéfinir le service public au regard d'internet et des pratiques qui en découlent chez les plus jeunes.

Il est tout autant nécessaire d'élargir l'assiette de son financement, chantier qui nous est promis depuis plusieurs années déjà, pour prendre en compte les autres terminaux permettant la réception de la télévision. Plus de 13 millions de Français regardent chaque mois la télévision sur un autre écran que le téléviseur, la persistance de la possession du seul poste récepteur de télévision est un archaïsme.

Si la Scam se réjouit de ce vote en faveur d'un audiovisuel public fort et de qualité, qui intervient à un moment clef pour l'avenir du service public, elle entend participer pleinement à la concertation que le Gouvernement et le Parlement ont promis pour aboutir à une réforme ambitieuse.

contact presse

Astrid Lockhart

01 56 69 64 05

06 73 84 98 27

astrid.lockhart@scam.fr